



Fédération
Syndicale
Unitaire

DORDOGNE

*Comité Technique Paritaire Départemental
du 2 novembre 2011*

Déclaration de la FSU

Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames, messieurs les membres du CTPD,

Avant d'en venir au bilan de la rentrée 2011, je voudrais dire un mot des élections professionnelles. La FSU devrait se réjouir de ses résultats qui la confortent comme étant, de loin, la première organisation syndicale dans l'Éducation Nationale. Le ministre avait tort, quelles que soient les modalités du scrutin, les résultats de la FSU ne sont pas usurpés. C'est particulièrement vrai en Dordogne pour le futur CTD où nous conservons nos 6 sièges et frisons la majorité absolue.

Malheureusement, l'organisation de ce vote, qui a entraîné une baisse énorme de la participation, de l'ordre de 20% en taux et donc de près de 30% en vote, ne nous permet pas d'être satisfaits. Le vote électronique a donné le résultat que nous laissaient pressentir les élections identiques ailleurs : une baisse automatique de la participation. Les difficultés techniques rencontrées, combinées à l'impossibilité de voter pour ceux qui avaient perdu leur identifiant et aux différents dysfonctionnements inhérents à la fracture numérique, ont abouti à ce résultat. Présenté comme un progrès pour la gestion du vote, ce n'est manifestement pas un progrès pour la démocratie.

Les documents reçus pour ce CTPD de bilan de rentrée confirment ce qui était annoncé et que nous dénonçons lors du CTPD de préparation : à savoir la poursuite d'une politique de dégradation de notre système éducatif déclinée au niveau local.

Les premiers indicateurs significatifs sont bien sûr d'une part l'augmentation des effectifs (légèrement supérieure aux prévisions) de 412 élèves et d'autre part une diminution de 132,14 heures pour la dotation. Ce sont évidemment les lycées qui payent le prix fort avec un solde négatif de 370 heures : c'est donc bien la mise en place de la réforme du lycée et de la voie technologique qui permet ces économies.

Pour les collèges et les LP les soldes positifs de 157,5 et 126,05 ne sont pas à la hauteur des augmentations d'effectifs : 266 élèves en plus dans les collèges, 125 dans les LP. C'est ce que reflète la baisse du H/E des collèges.

Cela se traduit partout par un nombre plus élevé de classes surchargées (plus de 35 en lycée et jusqu'à 30 en collège).

Les difficultés d'exercice du métier qui en découlent sont aggravées en Dordogne par le nombre qui reste important de postes à compléments de service : 159 soit 20% des compléments de service de l'académie...

Pour ce qui est des contractuels nous sommes aussi au-delà de ce que pèse notre département dans l'académie : 188,3 en ETP soit 15% des compléments de service dans l'académie.

La disparition des vacataires aurait dû être compensée par un renforcement des moyens de remplacement : c'est le choix contraire qui a été fait, avec un taux de couverture dérisoire de 2% (40TZR) en Dordogne. D'ores et déjà le potentiel est nul dans de nombreuses matières, d'où les premières difficultés dès la rentrée .

Enfin nous sommes aussi très bien dotés en matière de stagiaires puisque les 58 dont nous disposons représentent plus de 14% du total académique. Employés dans des conditions encore plus pénibles que l'an dernier avec un service complet on voit mal quelle formation et quelle réflexion sur le métier ils vont pouvoir mener.

A son niveau (départemental) ce document est donc une illustration assez parlante des effets

délétères de la politique éducative menée par le ministère.

Dans un autre domaine il nous propose des indicateurs sur l'orientation et l'affectation qui relèveraient plutôt de ce que l'on appelle le pilotage du système. Ils font état d'une « amélioration de la fluidité » dans notre département qui devient le bon élève de l'académie en matière de redoublement qui a fortement diminué cette année principalement. Dans le même temps on déplore de fortes disparités entre collèges. Tout cela est livré sans analyse, sans explications et semble relever d'une approche purement technocratique de questions qui sont éminemment pédagogiques et touchent au cœur de l'exercice de nos métiers et de nos responsabilités en tant qu'enseignants. D'autre part il paraît étonnant qu'aucun bilan ne nous soit proposé concernant la mise en place de l'évaluation par compétences en collège et de la validation du socle commun. Rien non plus concernant les résultats au DNB: pourquoi ces oublis ?

Ces dispositifs, censés apporter une amélioration des pratiques, ne seraient-ils pas convaincants ?

Concernant le premier degré, c'est une rentrée à effets retards à laquelle nous assistons. Si des fermetures de classes en septembre ont été évitées, ce dont nous nous félicitons, il n'en demeure pas moins que les effectifs se sont alourdis en moyenne dans les classes, même si les chiffres que vous nous donnez montrent une baisse des effectifs dans notre département.

Nous nous interrogeons sur la non prise en compte des demandes d'inscriptions des moins de trois ans, car il y a de la demande. Sans doute les chiffres seraient bien différents si ces enfants étaient scolarisés.

L'insuffisance de remplaçants produit déjà des effets qui perturbent le bon fonctionnement des écoles (nous y reviendrons dans la discussion).

L'affaiblissement des RASED dont la plupart sont incomplets se traduit pas moins d'aide aux élèves en difficulté. Il provoque aussi une grande inquiétude chez nos collègues qui demeurent attachés à leur mission même s'ils se sentent lâchés par la mise en œuvre d'une politique négative à leur encontre.

Les directeurs et directrices d'écoles font aussi les frais d'une rentrée où rien ne leur est épargné en matière de surcroît de travail : changement dans les élections des parents d'élèves aux conseils d'école des RPI (nous y reviendrons dans la discussion), changement de modalités pour les élections professionnelles avec un certain cafouillage et pression accrue pour répondre aux problèmes quotidiens comme l'absence de remplaçants. Tout cela avec encore moins d'aide administrative avec la perte d'EVS dans certaines écoles.

Pour rester concis, le manque de moyens pour faire face à nos missions se fait ressentir encore plus cette année, les suppressions d'emplois en sont la principale raison. C'est pourquoi nous demandons que du personnel supplémentaire soit recruté sans délai pour permettre à nos écoles et à nos collègues de travailler dans de bonnes conditions.

Les annonces budgétaires et les propos du ministre de l'Éducation Nationale vont à l'encontre des intérêts des élèves et de nos conditions de travail.

Si le bilan de rentrée est loin d'être aussi réjouissant que les déclarations officielles veulent le laisser entendre, les annonces budgétaires ne sont pas de nature à nous rassurer. La politique dogmatique de réduction des postes va se poursuivre, dans des proportions identiques à cette année, et ce que nous avons observé à cette rentrée va encore s'amplifier à la rentrée prochaine. D'autant que les « leviers d'efficience » vont commencer à manquer sauf si le ministre compte encore sur la réforme du lycée et la fin de celle des baccalauréats professionnels en 3 ans. Notons au passage puisque l'actualité nous y incite que cette politique d'austérité qui frappe la Fonction Publique et singulièrement l'Éducation Nationale depuis 5 ans n'a été d'aucun effet ni sur la réduction de la dette ni sur l'aggravation de la crise ...